

6 Société et Culture

Santé/Troisième révision de la Liste de médicaments et dispositifs médicaux essentiels
Vers la résorption des dysfonctionnementsYannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

AU Gabon, l'approvisionnement en produits de santé enregistre de sérieux dysfonctionnements. Une lapalissade! Les ruptures de stocks des antirétroviraux, antituberculeux et, dans une moindre mesure, la récente pénurie de quatre vaccins pour enfants illustrent, s'il en était encore besoin, les carences en la matière. À cela, s'ajoute l'absence de financements ou les décaissements tardifs dans l'achat des médicaments. Autant de raisons qui donnent du fil à retordre à la Direction du médicament et de la pharmacie (devenue l'Agence du médicament) et l'Office pharmaceutique national (OPN).

Pour apporter des solutions à ces difficultés,



Vue partielle des participants, lors de la validation des recommandations, hier.

les experts du secteur de la santé et domaines connexes procèdent, de-

puis mardi, à la révision de la Liste nationale des médicaments et dispositifs

médicaux essentiels à la faveur d'un atelier organisé par le ministère de la

Santé, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Nous nous sommes acharnés à comprendre quelle est la situation actuelle du pays sur le terrain. Ce qui nous a permis de dégager des forces, faiblesses, opportunités et menaces sur ce qui se fait déjà. Et, à partir de là, décliner un certain nombre d'objectifs qu'il serait bien d'atteindre, afin de répondre aux attentes des populations du pays", explique Dr Thomas Lapnet Moustapha, consultant de l'OMS.

La révision de liste ainsi opérée obéit à des impératifs de conjoncture et de temps. "La révision de la liste s'effectue tous les 3 à 5 ans. Car le monde bouge et la pharmacie aussi évolue. De nouvelles molécules apparaissent", souligne Dr Alexandre Okouni D'Omenilth, médecin au Programme national de lutte contre les IST et VIH-Sida.

Photo : Y.FI

Activités d'Octobre rose

Le Leo Club Soleil Libreville sensibilise autour des cancers féminins

D.O
Libreville/Gabon

Ce club service a organisé hier, au collège capitaine-Ntchoréré de Libreville, une conférence-débat sur le thème "Que devons-nous savoir sur les cancers féminins?".

DANS le cadre de la poursuite des activités de commémoration des 102 ans d'existence du Lionisme - l'anniversaire est célébré chaque 8 juin -, le Leo club Soleil Libreville a organisé hier, au collège capitaine Ntchoréré de Libreville, une conférence-débat sur un thème lié aux différents cancers féminins. Objectif visé: éveiller les consciences des plus jeunes, de manière à prévenir davantage les risques liés à ce fléau, qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans les pays de la sous-région, et au Gabon en particulier.

"Parce que tout passe par



Photo : D.O

De gauche à droite : Wenn Mintsanga, président du Leo club Soleil Libreville, Hilaire Makaya, proviseur du collège Ntchoréré et Dr Nathalie Ambounda Ledaga. Photo de droite : L'assistance d'élèves ayant pris part à la conférence-débat sur les cancers féminins.

la santé et la famille, les jeunes ont plus que jamais l'obligation de s'organiser et servir de relais entre les responsables de santé et leurs familles, afin d'être à leur tour, des leaders de santé", a recommandé

la gynécologue Nathalie Ambounda Ledaga, l'une des conférencières, par ailleurs, directrice du Programme de prévention et contrôle des cancers. Et de poursuivre: "à côté des rapports sexuels non pro-

tégés, l'hérédité également constitue une des causes majeures des cancers. Étant donné la difficulté de prévenir cette deuxième cause, l'autopalpation et la consultation d'un gynécologue (au moins une fois

par an), restent les seules options pour prétendre parler de guérison à 80, voire 90 %". Pour rappel, le Leo club Soleil Libreville présidé par Wenn Mitsanga Odounga est une asso-

ciation à but non lucratif, affiliée aux Lions club international, et dont les actions sont principalement orientées vers le secteur de la santé, de l'éducation, mais aussi de la préservation de l'environnement.

Photo : D.O

Transport terrestre

Des modules pour changer le statut de transporteur

ENA
Libreville/Gabon

C'EST ce matin que s'ouvre, à l'amphithéâtre du ministère des Eaux et forêts, un séminaire de formation à l'intention des transporteurs avec l'appui

de la tutelle. En effet, par ces assises, le ministère des Transports valide (une fois encore) sa détermination à révolutionner l'activité du transporteur au Gabon. Laquelle n'a toujours pas, jusqu'à ce jour, conféré à ses acteurs un avenir social digne. Il s'agit d'une initiative de

la Conasytra (Coalition nationale des syndicats du secteur transport) que préside Albert-Bernard Bongo Essono, avec l'ambition de sortir le transporteur des sentiers battus, en accompagnant le gouvernement dans sa nouvelle philosophie d'action destinée à affranchir le transporteur

gabonais d'un statut peu viable, et à en faire un opérateur économique de premier plan. De nombreux modules seront dispensés, notamment dans le secteur des assurances, les contrôles routiers, la couverture sociale, la carte professionnelle du transporteur, etc.

Précision

DE l'échange que la Direction générale des bourses (DGB) a eu avec le Conseil national de la jeunesse (CNJ) portant sur la suspension de la bourse (lire notre édition d'hier, en page 7), il est à préciser que la mesure prise par la DGB procède de la réflexion sur la problématique de l'allocation d'études qui crève inexplicablement le plafond, en termes de ressources financières. L'objectif étant de parvenir à un véritable assainissement du fichier des étudiants.

"Il s'agit d'une mesure de gestion prise par l'ANBG dans le but de rationaliser les dépenses liées au paiement des bourses et minimiser les effets pervers", souligne-t-on à l'ANBG. Désormais, "le renouvellement de la bourse ou non est conditionné par la transmission des résultats académiques dans les délais requis, tel que le précise l'article 22 du Décret 404 de septembre 2012; et suivant le début effectif des cours".